



Les inspecteurs de l'Education nationale chargés du premier degré dans le département de la Seine-Saint-Denis viennent d'écrire à leur recteur pour dire leur grande inquiétude quant à la dégradation du service public d'éducation.

L'énergie avec laquelle, à tous les échelons, les fonctionnaires de l'Education nationale se battent au quotidien pour maintenir une école permettant la réussite de tous ne suffit plus à compenser la détérioration des moyens qui lui sont accordés.

Qu'il s'agisse des dotations matérielles ou des moyens humains, les choix actuels compromettent gravement le fonctionnement de l'école, ne permettant plus d'assurer de manière satisfaisante le remplacement des enseignants malades, la formation des enseignants débutants et la prise en charge des élèves rencontrant des difficultés d'apprentissage.

Nous savons qu'une politique éducative ne peut se résumer à l'attribution de moyens, nous savons que des réformes sont nécessaires mais nous constatons qu'une gouvernance essentiellement guidée par l'économie budgétaire ne peut servir les ambitions de progrès qualitatifs indispensables à l'Education nationale.

D'autres fonctionnaires des grands services publics de l'État ont déjà exprimé leur inquiétude. Nous sommes longtemps restés silencieux par respect de nos obligations de réserve. La gravité de la situation nous amène à rendre publique notre inquiétude.

Nous travaillons dans un département complexe. La motivation des fonctionnaires à y assurer un service public de qualité y est grande parce que l'expression des besoins des habitants est pressante et que nous savons qu'ils ne peuvent recourir à d'autres services que publics. Si, au sein de ce département, les problèmes de l'école se trouvent souvent accrus, les initiatives sont nombreuses et les volontés sont fortes pour y remédier et ce, à tous les échelons, de la politique académique à l'action quotidienne de l'enseignant. Le manque de moyens suffisants épuise cette énergie et désespère ses acteurs. Les nouvelles réductions de moyens prévues à la rentrée prochaine porteraient une nouvelle atteinte à un système déjà très fragilisé.

C'est pourquoi les inspecteurs de l'Education nationale SNPI-FSU, SIEN-UNSA et SGEN-CFDT de la Seine-Saint-Denis ont choisi de dire publiquement leur inquiétude.